



Alliance Droits & Santé

Réseau d'ONG pour les femmes d'Afrique

Conférence des chefs d'État africains : 160 associations appellent à la priorisation de la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles !

Tribune : Ensemble pour mettre fin aux violences à l'égard des femmes et des filles en Afrique

*Alors que les Chefs d'État de l'Union Africaine s'apprêtent à se réunir lors de la 38^e session ordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement les 15 et 16 février 2025 à Addis-Abeba, pour débattre des priorités continentales, une opportunité historique se présente à nous : **l'adoption de la Convention sur l'Élimination de la Violence à l'Égard des Femmes et des Filles**. Nous, associations du Bénin, de Côte d'Ivoire, du Niger, du Burkina Faso, du Sénégal et du Mali appelons les leaders des Etats africains à adopter cette convention sans plus tarder !*

Cette convention constitue un cadre ambitieux et transformateur. Elle se distingue également par son évolution favorable, soulignant la nécessité d'une approche intersectionnelle qui reconnaît les inégalités systémiques affectant les femmes et les filles. **Elle réaffirme un principe fondamental : les femmes et les filles africaines ont le droit de vivre à l'abri de toute forme de violence.**

Une crise persistante qui exige une action courageuse

En Afrique, une femme sur trois subit des violences basées sur le genre au cours de sa vie, qu'il s'agisse de violences physiques, sexuelles, émotionnelles ou économiques. Ces violences, enracinées dans des inégalités structurelles et perpétuées par des normes patriarcales, affectent démesurément les femmes et les filles en situation de vulnérabilité – déplacées, réfugiées, femmes en situation de handicap ou issues de groupes marginalisés.

Au Bénin, par exemple, 69 % des femmes ont déclaré avoir subi des violences au moins une fois dans leur vie, tandis que 86 % ont été victimes de violences verbales ou psychologiques¹. Au Burkina Faso, 44 % des femmes mariées l'ont été avant l'âge de 18 ans, et plus de 9 800 cas de violences basées sur le genre ont été signalés en 2021.² Au Niger, le mariage d'enfants demeure une pratique courante : près de 25 % des femmes étaient déjà mariées avant l'âge de 15 ans³. Enfin, en Côte d'Ivoire, le Programme National de Lutte contre les VBG faisait état de 8 782 cas de VBG rapportés et pris en charge en 2023, 1 067 cas de viols, 6 717 cas de violences domestiques, 154 cas de VBG sur les personnes en situation de handicap.⁴

Ces données illustrent l'ampleur de la crise et l'urgence d'une réponse coordonnée.

Un moment décisif pour l'Afrique

L'adoption de cette convention au Sommet de l'Union Africaine serait un signal fort. Elle marquerait l'engagement collectif des nations africaines à faire de la lutte contre les Violences Sexistes et Sexuelles une priorité absolue, en alignant leurs politiques nationales sur les principes énoncés. En garantissant des services accessibles et centrés sur les survivantes, cette convention répond aux besoins et droits fondamentaux, impératifs des femmes africaines, trop souvent ignorés ou minimisés. Elle reconnaît également la notion de féminicide (meurtre d'une femme ou d'une fille en raison de son genre) : un enjeu de vocabulaire majeur qui permet de lutter contre l'invisibilisation des violences sexistes, et ainsi d'apporter une reconnaissance juridique et des solutions plus adaptées.

L'un des points phares de cette convention est la proposition de mise en place du *Comité africain pour la fin de la violence à l'égard des femmes et des filles*. Ce comité jouerait un rôle central dans la coordination, le suivi et l'évaluation des engagements des États membres. En étant un organe dédié à la surveillance de l'application des dispositions de la Convention, il assurerait une responsabilisation accrue des gouvernements, tout en favorisant la participation active des organisations de la société

1

https://social.gouv.bj/public/medias/etude-vbg-benin_rapport-final-valide-depose-v14-09-2022-1695025502.pdf

² <https://www.insd.bf/sites/default/files/2021-12/RAPPORT%20ENQUETE%20SIGI.pdf>

³

https://niger.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/Etude%20VBG%20Rapport%20Final_%201er%20septembre%202015.pdf

⁴ https://www.gouv.ci/_actualite-article.php?recordID=16586

civile et des mouvements féministes. Ce mécanisme garantirait une réponse durable et effective aux Violences Sexistes et Sexuelles à travers le continent.

Un appel à l'action collective

Le Réseau Alliance Droits et Santé et ses partenaires, dans le cadre de son plaidoyer régional, appellent les leaders africains à adopter et à ratifier sans tarder cette convention. Nous les exhortons à traduire ces engagements en actions concrètes : un engagement à lutter contre l'impunité des auteurs, des lois renforcées, des budgets alloués, des mécanismes de suivi efficaces, et une volonté politique constante !

Nous appelons également les mouvements de femmes, les organisations de la société civile et les activistes à maintenir la pression. Ce combat est le nôtre, et il ne prendra fin que lorsque chaque femme et chaque fille, dans chaque coin du continent, pourra vivre en sécurité et dans la dignité.

Construire une Afrique sans violences

L'avenir de l'Afrique repose sur la capacité de ses nations à protéger leurs citoyennes et citoyens les plus vulnérables. En adoptant cette convention, les dirigeants africains peuvent poser un jalon historique vers une égalité véritable et une société libérée des violences sexistes et sexuelles. Ensemble, faisons de cette vision une réalité !

Réseau Alliance Droits et Santé et ses partenaires

Liste des 160 associations signataires :

2ADL Savanes - Togo ;
3ASC - Togo ;
ACDI/N ONG-ASBL - République Démocratique du Congo ;
Action Humaine et Solidaire - Togo ;
Action Humanitaire pour les Initiatives du Développement Nord-Sud au Sahel - Mali ;
Actions pour le Développement Socio-économique - Burkina Faso ;
Afck - Mali ;
African Women Lawyers Association Chapter Burkina Faso (AWLA Burkina Faso) - Burkina Faso ;
AfrikElles Média - Togo ;
Afriq'com - Burkina Faso ;
AfriYAN RCA - République Centrafricaine ;
Alliance pour l'harmonie familiale(AHAFA) - Togo ;
AMPEJ - Mali ;
AMSOPT - Mali - Membre du Réseau Alliance Droits et Santé ;
APDIF (Association pour la Promotion Intégrale de la Femme) - Togo ;
APEFCI - Côte d'Ivoire ;
APPROCHE - Mali ;
APSEF (Association pour la Promotion des Droits et du Bien Être de la Famille) - Mali ;
ASAPSU - Côte d'Ivoire - Membre du Réseau Alliance Droits et Santé ;
ASI - TOGO ;

ASPM FASO BARA - Mali ;
Association des femmes juristes de Côte d'Ivoire - Côte d'Ivoire - Membre du Réseau Alliance Droits et Santé ;
Association Béninoise pour la Promotion du Développement Durable ABeProD - Bénin ;
Association des Cadres Musulmans au Togo (ACMT) - Togo ;
Association des Étudiants Handicapés du Gabon - Gabon ;
Association des Jeunes Leaders pour le Développement Durable - Mali ;
Association des Jeunes pour la Citoyenneté Active et la Démocratie (AJCAD) - Mali - Membre du Réseau Alliance Droits et Santé ;
Association des Scouts du Niger - Niger - Membre du Réseau Alliance Droits et Santé ;
Association Enfance Paisible - Mali ;
Association Espoir femmes et enfants du Mali - Mali ;
Association Fille Debout -Togo (AFD-TOGO) - Togo ;
Association Gender Impact - Burkina Faso ;
Association Groupe d'Action Vers Elles (A'GAVEL) - Burkina Faso ;
Association Jeunesse Action et Santé au Mali - Mali ;
Association Malienne des Femmes handicapées - Mali ;
Association mauritanienne pour la protection, l'insertion sociale des enfants et des femmes - Mauritanie ;
Association pour la défense des droits des aides ménagères et domestiques (ADDAD) - Burkina Faso-
Association pour la promotion du leadership des Jeunes Femmes et Filles du Sénégal - Sénégal ;
Association pour le Développement Durable des Femmes au Mali (ADDF-Mali) - Mali ;
Avenir des Jeunes Filles de Dapaong ;
Bénin-news - Bénin ;
Cadre Permanent de concertation de la femme congolaise (CAFCO) - République Démocratique du Congo ;
CAPANS - Togo ;
Cellule Nigérienne des Jeunes Filles Leaders - Niger ;
Centre Béninois pour le Développement des Initiatives à la Base - Bénin ;
Centre d'Appui au Développement Autonome (CADA-ONG) - Bénin ;
CeRADIS ONG - Bénin - Membre Alliance Droits et Santé ;
Chadian centre for strategic studies and prospective research - Chad ;
Club des Femmes de la savane pour la promotion de la culture (CFSPC) - Togo ;
Coalition des OSC/SRPF - République de Guinée ;
Coalition nationale des organisations Féministes pour la Génération Égalité au Gabon - Gabon ;
COFEM - Mali ;
COFESFA YIRIWATON - Mali ;
Collectif des Femmes du Mali (COFEM) - Mali ;
Collectif des Femmes pour la Défense de la Famille (COFDEF) - Sénégal ;
CONGAFEN - Niger - Membre Alliance Droits et Santé ;
Convention des Juristes du Mali - Mali ;
Cooperative Mukansi - Mali ;
Coordination de la Jeunesse Active de la Commune du 2e Arrondissement - Tchad ;
Coordination des femmes solidaires - Mali ;
Dada Feminista - Togo ;
Ecole Franco-congolaise des Hautes Etudes de Santé Publique - République démocratique du Congo ;
Equipop - Burkina Faso - Membre Alliance Droits et Santé ;
FEDIA TOGO - Togo ;
Femme Plus Sud Kivu - R.D.Congo ;
Femmes autrement - Togo ;
Femmes main dans la main pour le développement intégral, FMMDI - République Démocratique du Congo ;
Fenajfa - Mali ;
Fondation des Jeunes Amazones pour le Développement - Bénin ;
Fondation Femme Plus - République Démocratique du Congo ;

Fondation Rebin - Bénin ;
Foundation femme plus - République Démocratique du Congo ;
GRAFED-ONG - Bénin ;
Green Coast - Côte d'Ivoire ;
Groupe Pivot Droits et Citoyenneté des Femmes - Mali - Membre Alliance Droits et Santé ;
Groupe Sécurité Alimentaire pour Tous - Bénin ;
Hakili Sigui - Mali ;
Hommes pour la Défense des Droits des Femmes et des Filles (HOM-DEDF) - Sénégal ;
IAMANEH Mali - Mali ;
Initiation Pananetugri pour Le Bien être de la Femme (IPBF) - Burkina Faso ;
Initiative pour le Bien-être Humain (IBH) - Côte d'Ivoire ;
Institut Education Famille Santé et Genre de L'UASZ - Sénégal ;
Ipas.AF - Mali ;
Jeune chambre internationale côte d'ivoire - Côte d'Ivoire ;
Jgen Sénégal - Sénégal ;
Journaliste/Plateforme Médias et Santé du Bénin - Bénin ;
Kif Mama Kif Baba - Maroc ;
Lafia Matassa - Niger - Membre Alliance Droits et Santé ;
Leadership and Innovative for Future Talent (LIFT) - Togo ;
Le BACAR ONG - Bénin - Membre Alliance Droits et Santé ;
Le chasseur infos - Bénin ;
Leadafricaines - Côte d'Ivoire - Membre Alliance Droits et Santé ;
Les Négresses Féministes - Togo ;
Ligue Béninoise des droits des femmes - Bénin ;
Ligue Tchadienne des droits des femmes - Tchad ;
Marche Mondiale des Femmes - Burkina Faso - Membre Alliance Droits et Santé ;
Médias et cultures - Maroc ;
Mouvement Citoyen FEMIN-IN - Burkina Faso ;
NIELENI - Mali ;
ODDES - Côte d'Ivoire ;
ONEF - Côte d'Ivoire - Membre Alliance Droits et Santé ;
ONG Actuelles - Côte d'Ivoire ;
ONG ALAFIA "Femmes, Santé et Développement" - Togo ;
ONG ASAL - Côte d'Ivoire ;
ONG Asmade - Burkina Faso - Membre Alliance Droits et Santé ;
ONG Club des Amis du Monde (CAM) - Guinée ;
ONG CODD (Convergence pour le Développement Durable) - Niger ;
ONG Dimension Humaine - Togo ;
ONG DIVAROF - Mali ;
ONG ENDA Mali - Mali ;
ONG FAD - Niger ;
ONG FAMILLE-NUTRITION-DEVELOPPEMENT FND - Bénin ;
ONG FAMME (Forces en Action pour le Mieux être de la Mère et de l'Enfant) - Togo ;
ONG FID - Mali ;
ONG Filles en Actions - Bénin ;
ONG Jeunesse et Développement - Sénégal - Membre Alliance Droits et Santé ;
ONG MESSI - Côte d'Ivoire - Membre Alliance Droits et Santé ;
ONG Objectif Santé Développement - Côte d'Ivoire ;
ONG Sapesc Bouaké (Synergie d'actions pour l'éducation et la santé communautaire) - Côte d'Ivoire ;
ONG SOUTRA - Côte d'Ivoire ;
ONG Wake Up - Bénin ;

ONG Plus de Sida dans les Familles - Gabon ;
Organisation pour la Réflexion et l'Action Féministe - Côte d'Ivoire ;
Organisation pour le Service et la Vie (OSV) - Bénin ;
Plateforme Médias et Santé / HIRONDELLE INFOS - Bénin ;
RAES - Sénégal - Membre Alliance Droits et Santé ;
REFAD - Togo ;
Réseau d'Action Sur les Armes Légères en Afrique de l'Ouest, section Côte d'Ivoire (RASALAO-CI) - Côte d'Ivoire ;
Réseau des femmes dynamiques pour la paix et la cohésion sociale - Côte d'Ivoire ;
Réseau des Femmes et Développement des Savanes (REFED/S) - Togo ;
Réseau des Héroïnes du Faso - Burkina Faso ;
Réseau des jeunes - Sénégal ;
Réseau des Journalistes et professionnels de communication pour la paix et la sécurité (RJPS) - Côte d'Ivoire ;
Réseau ivoirien de jeune contre le SIDA (RIJES) - Côte d'Ivoire - Membre Alliance Droits et Santé ;
Réseau Ouest Africain des Jeunes femmes leaders : ROAJELF Bénin - Benin ;
Reseau Siggil Jigeen - Sénégal - Membre Alliance Droits et Santé ;
SCI - Mali ;
Scoutisme Béninois - Bénin-Membre du Réseau Alliance Droits et Santé ;
Social Watch Bénin - Bénin ;
Solidarité Action Jeunes Nouvelle Côte d'Ivoire (SAJENCI) - Côte d'Ivoire ;
SOS Jeunesse et Défis - Burkina Faso - Membre Alliance Droits et Santé ;
Stop au Chat Noir - Côte d'Ivoire ;
TCHOWOURE - Togo ;
UCPO / HcdExchange - Bénin ;
U-Report - Côte d'Ivoire ;
Union des Femmes Conseillères communales des départements de l'Alibori Atacora Borgou Collines et Donga (UFcC/2ABCD) - Bénin ;
Union des mutuelles sociales de la région du centre (UMUSAC) - Burkina Faso ;
Union Malienne des Associations et Comités des Femmes Handicapées - Mali ;
Unions nationale des femmes handicapées - Côte d'Ivoire ;
Union Syndicale des Agriculteurs - Togo ;
WANEP-Togo - Togo ;
WILDAF-AO - Togo ;
WILDAF - Bénin ;
WILPF/RDC - République Démocratique du Congo ;
Women and Power Association - Bénin ;
Women in global health Democratic Republic of Congo Chapter - République Démocratique du Congo ;
You Fondation Guinée - Guinée ;
Youth Women for Action (YWA/SN) - Sénégal.